

[print](#)

Guantanamo : une grève de la faim pour être libres !

De [Ramzy Baroud](#)

Global Research, avril 26, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/guantanamo-une-greve-de-la-faim-pour-etre-libres/5333024>

La prison de Guantanamo est la preuve flagrante de l'état d'indécision politique qui règne aux États-Unis depuis le premier jour d'investiture du président Barack Obama. Alors que second mandat de celui-ci est peu susceptible d'amener le « changement » si laborieusement promis, des hommes réduits à l'état de squelettes continuent de sombrer dans le désespoir absolu dans le goulag américain, à la base navale de Guantanamo à Cuba.

Beaucoup, sinon la très grande majorité des 166 personnes actuellement détenues à Guantanamo ne sont coupables de rien. Il en est ainsi même selon les normes du gouvernement américain, lequel continue de violer les conventions de Genève et les lois américaines concernant les droits des prisonniers dans des conflits armés. En fait, 86 des détenus de Guantanamo ont été désignés comme devant être libérés, mais le manque de volonté de la part de l'administration américaine, les obstacles imposés par le Congrès et un manque général d'intérêt pour le sort de ces hommes ont fait de Guantanamo une véritable abomination, toujours en fonctionnement onze ans après son ouverture.

Dans un discours prononcé le 1er août 2007, Obama, alors sénateur, avait exposé ses vues morales sur cette farce cruelle. « Dans les couloirs sombres des cellules de détention de Guantanamo et d'[Abou Ghraib](#), nous avons compromis nos valeurs les plus précieuses », avait-il dit. Sa conduite des années plus tard en tant que président, n'a cependant pas été le reflet d'une volonté de rupture avec l'héritage de son prédécesseur.

L'administration de l'ancien président George W. Bush avait misé sur la peur et la colère produites par les attaques terroristes du 11 septembre 2001, en profitant pour développer les politiques dommageables qui ont non seulement sapé la constitution américaine, mais aussi fourni une plate-forme pour instituer une loi de la jungle à l'échelle mondiale. Jamais auparavant le droit international n'avait autant été dévalué que durant les années Bush. Même les hommes à qui avait été confiés la tâche de faire respecter la loi, avaient fait leur maximum pour la miner. L'ancien procureur général Alberto Gonzales, un ami personnel de Bush, maîtrisait cet art de la manipulation juridique dans le but de permettre à ses patrons d'ornier leurs actions d'une pseudo-légitimité. Guantanamo a été son ultime chef-d'œuvre.

Mais Obama s'était engagé de façon catégorique à mettre fin à l'ère de Guantanamo, même si cette prison ne fait qu'illustrer la haine officielle américaine pour les droits de l'homme et le droit international, comme le démontre les goulags d'Abou Ghraib en Irak et de [Bagram](#) en Afghanistan.

Le 22 janvier 2009, l'administration d'Obama – qui venait de prendre ses fonctions – armée d'un mandat populaire significatif, signa un décret pour fermer le centre de détention de Guantanamo dans le délai d'un an. Le texte reflétait alors, semble-t-il, un effort pour réinstaurer des valeurs auparavant dilapidées. Mais aujourd'hui, tout cela sonne creux, comme énormément d'autres promesses d'Obama. Celui-ci s'est ensuite engagé à « rétablir les normes d'un procès équitable et des valeurs constitutionnelles fondamentales qui ont fait la grandeur de ce grand pays, même

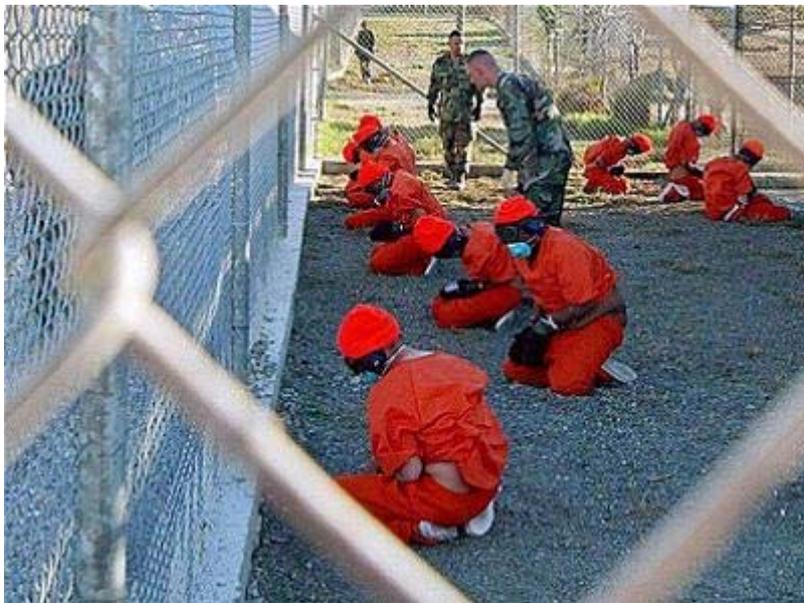
au milieu de la guerre, même en matière de terrorisme ». En réalité, les banalités dites par Obama étaient juste une tentative de satisfaire les attentes d'un public frustré et une décision de la Cour suprême (affaire Hamdan contre Rumsfeld) le 29 juin 2006, qui autorisait les détenus de Guantanamo à la protection juridique en vertu de l'article 3 des Conventions de Genève.

Il va sans dire que l'exigence de fermer la prison de Guantanamo serait complètement passée à la trappe dans les médias ou les préoccupations du gouvernement, s'il n'y avait eu les efforts infatigables de nombreux défenseurs des droits de l'homme qui continuent d'exiger du gouvernement qu'il prenne cette décision. Obama, au moins pendant un certain temps, a donné tous les indicateurs qu'une action réelle était en cours. Le 15 décembre 2009, il a cherché à remplacer Guantanamo par une autre prison de sécurité maximale à Thompson, dans l'Illinois, pour y faire transférer les prisonniers. Des procédures juridiques régulières s'y seraient alors appliquées.

Le Congrès, cependant, sous l'influence d'un extrémisme en hausse incarné par le Tea Party, ne semblait pas d'humeur à tolérer le moindre changement radical des politiques si détestables de Bush. Comme son premier mandat l'a prouvé, Obama n'était de son côté pas prêt à risquer le moindre capital politique pour fermer Guantanamo.

Un vote crucial du Congrès, le 19 mai 2010, a bloqué toute initiative pour redéfinir le statut des détenus de Guantanamo ou fermer la prison. Le président a tout de suite capitulé, d'autant plus que l'intérêt du public pour la question allait diminuant et que la pression sur Obama pour qu'il tienne ses promesses initiales s'était évaporée. Le 7 mars 2011, Obama a rétabli les tribunaux militaires de Guantanamo. Au cours des deux dernières années, tout espoir de justice a disparu comme si aucun décret n'avait jamais été signé en janvier 2009. Le 28 janvier 2013, le bureau chargé d'organiser la fermeture de la prison de Guantanamo a été lui-même dissout.

Écrivant dans le *Huffington Post*, sous le titre « Le Guantanamo d'Obama ne fermera jamais, ce qui arrange tout le monde », Ryan J. Reilly a livré, le 16 février dernier, un document très révélateur sur la base navale de Guantanamo. « Alors que le deuxième mandat d'Obama commence, Guantanamo semble s'enraciner », écrit-il. « En fait, une partie de la base navale a pris l'apparence d'un nouvel ensemble de logements près de la plage. Des centaines de maisons sont actuellement en construction dans les quartiers avec des noms tels que *Iguana Terrasse* et *Marina Point*, pour loger la population croissante de militaires, d'entrepreneurs civils et leurs familles, qui s'élève actuellement à environ 5000 personnes. »



Après plus de 10 années d'incarcération, sans procès ni jugement, les prisonniers de Guantanamo connaissent un profond désespoir – Photo : Wikimedia

Toute une industrie est actuellement en construction au détriment de ces hommes souvent innocents, comme s'ils étaient des animaux dans un zoo. Reilly indiquait : « La base dispose d'un Starbucks, d'un Subway, d'un McDonald, d'un KFC/Taco Bell, d'un supermarché, d'un terrain de golf, d'un restaurant qui sert du poulet à la jamaïcaine, et d'un pub irlandais. Une boutique de cadeaux vend des iguanes en peluche et des tee-shirts arborant des inscriptions de Guantanamo Bay comme 'Close, But No Cigar' ».

Mais aucun document ne peut vraiment décrire l'agonie de ces hommes dans le camp de Guantanamo. Beaucoup d'entre eux sont détenus depuis plus de dix ans sans même avoir été inculpés. En date du 19 avril, 63 de ces hommes ont entamé une grève de la faim, certains depuis début février. Pour eux, c'est soit la dignité soit la mort. L'un est Samir Naji al-Hasan Mokbel, un prisonnier yéménite qui a subi un préjudice incalculable depuis 2002. Le 14 avril, il a pu écrire un article qui a été publié dans le New York Times, intitulé : [Gitmo is killing me](#) [Guantanamo est train de me tuer].

« Le mois dernier, le 15 mars, j'étais malade à l'hôpital de la prison et j'ai refusé d'être nourri. Une équipe de l'E.R.F. (Extreme Reaction Force), constituée de huit policiers militaires en tenue anti-émeute, s'est précipitée sur moi. Ils m'ont attaché les mains et les pieds au lit. Ils m'ont inséré de force une sonde dans ma main. J'ai passé 26 heures dans cet état, attaché au lit. Durant tout ce temps, je n'ai pas été autorisé à aller aux toilettes. Ils m'ont inséré un cathéter, ce qui était pénible, dégradant et inutile. Je n'avais même pas le droit de prier. »

« Au cours d'une séance d'alimentation forcée, l'infirmière a poussé le tube d'environ 18 pouces dans mon ventre, me blessant plus que d'habitude, parce qu'elle faisait les choses très vite. J'ai appelé l'interprète pour qu'il demande au médecin si la procédure a été suivie correctement ou non. C'était si douloureux que je les ai suppliés d'arrêter de me nourrir. L'infirmière a refusé d'arrêter de me nourrir. Comme ils terminaient, une partie de la « nourriture » s'est renversé sur mes vêtements. Je leur ai demandé de changer mes vêtements, mais le gardien a refusé de me permettre de m'accrocher à ce dernier lambeau de ma dignité. »

Le 12 avril, les autorités de la prison de Guantanamo ont voulu briser de force le

mouvement de protestation des prisonniers, en les isolant tous dans des cellules individuelles. Mais le nombre de grévistes de la faim s'accroît de jour en jour.

« J'espère seulement qu'à cause de la douleur que nous subissons, les yeux du monde se tourneront à nouveau vers Guantanamo avant qu'il ne soit trop tard », a écrit Mokbel, qui est maintenant âgé de 35 ans. Son seul espoir est de revenir au Yémen et de fonder une famille.

Ramzi Baroud

Article original en anglais :

<http://palestinechronicle.com/hunge...>

[Traduction : Info-Palestine.eu - Claude Zurbach](#)



Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, *Résistant en Palestine – Une histoire vraie de Gaza* (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, *La deuxième Intifada* (version française) est disponible sur [Fnac.com](#)

Copyright © 2013 Global Research